

Ouverture des marchés de Gaz et d'électricité

**CONVENTION CONSTITUTIVE  
DU GROUPEMENT DE COMMANDES**

- Vu l'article L1414-3 du Code Général des Collectivités territoriales
- Vu les articles L2113-6 et L2113-7 du Code de la commande publique relatif au groupement de commandes,
- Vu la délibération N°DL2019\_106 du 28 juin 2019 de la **Communauté d'Agglomération Pays de Grasse**, modifiée par la délibération N°..... du .....
- Vu la délibération N°26062019/02 du 26 juin 2019 de la **Commune d'Auribeau-sur-Siagne**, modifiée par la délibération N°..... du .....
- Vu la délibération N°2019-120 du 25 juin 2019 de la **Commune de Grasse**, modifiée par la délibération N°..... du .....
- Vu la délibération N°2019\_06\_012 du 19 juin 2019 **C.C.A.S. de la Ville de Grasse**, modifiée par la délibération N°..... du .....
- Vu la délibération N°1.1.2019/58 du 20 juin 2019 de la **Commune de La Roquette-sur-Siagne**, modifiée par la délibération N°..... du .....
- Vu la délibération N°2019-36 du 28 mai 2019 de la **Commune de Pégomas**, modifiée par la délibération N°..... du .....
- Vu la délibération N°2019-37 du 20 juin 2019 de la **Commune de Peymeinade**, modifiée par la délibération N°..... du .....
- Vu la délibération N°2019.16.05.02 du 16 mai 2019 de la **Commune de Saint-Vallier de Thiey**, modifiée par la délibération N°..... du .....
- Vu la délibération N°2019-037 du 22 mai 2019 de la **Commune de Saint-Cézaire sur Siagne**, modifiée par la délibération N°..... du .....
- Vu la délibération N°D2019\_06\_13 du 25 juin 2019 de la **Régie des Parkings Grassois**, modifiée par la délibération N°..... du .....
- Vu la délibération N°D2019\_07\_15 du 1<sup>er</sup> juillet 2019 du **Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon**, modifiée par la délibération N°..... du .....

**ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de constituer un groupement de commandes en vue de la passation d'un accord-cadre de prestations de services exécuté en coordination pour chacun des membres, conformément aux articles L2113-6 et L2113-7 du code de la commande publique, et de définir les modalités de fonctionnement de ce groupement.

La prestation de services consistera en l'approvisionnement en gaz et en électricité des territoires de la Communauté d'Agglomération Pays de Grasse, et des communes de : Auribeau-sur-Siagne, Grasse, La Roquette-sur-Siagne, Pégomas, Peymeinade, Saint-Vallier de Thiey, Saint-Cézaire sur Siagne ainsi que le C.C.A.S. de la Ville de Grasse, la Régie des Parkings Grassois et le Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon suite à l'ouverture des marchés conformément à :

- Electricité :
  - Depuis le 1er juillet 2011, et la mise en application de la loi n° 2010-1488 du 7 décembre 2010, appelée loi NOME (Nouvel Organisation du Marché de l'Electricité) : le marché de fourniture d'électricité est ouvert à la concurrence.
  - A partir du 31 décembre 2015, en application de l'article L.337-9 du code de l'énergie, les tarifs réglementés de vente d'électricité pour les puissances souscrites supérieures à 36 kVa (tarifs jaunes et verts) ont été supprimés.

La loi NOME prévoit également le maintien des tarifs réglementés de vente pour les puissances souscrites inférieures à 36 kVa (tarifs bleus).

- Gaz :

- Depuis le 1er juillet 2007, et la mise en application de la loi n° 2006-1537 du 7 décembre 2006, le marché de fourniture de Gaz est ouvert à la concurrence. Suite à l'application de l'article 25 de la loi relative à la consommation modifiant l'article L.445-4 du code de l'énergie, la suppression des tarifs historiques est effective depuis le 31 décembre 2014.
- Le tarif régulé correspond au tarif historique. Les tarifs régulés de vente du gaz naturel sont fixés par les pouvoirs publics, après avis de la Commission de Régulation de l'Energie (CRE). Chaque année le gouvernement publie un arrêté fixant les conditions d'évolution des tarifs réglementés du gaz naturel pour l'année à venir. Elles peuvent cependant être révisées en cours d'année si l'évolution du prix du gaz connaît une évolution significative.

## **ARTICLE 2 : COMPOSITION DU GROUPEMENT DE COMMANDES**

Les membres du groupement de commandes sont :

**La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, ci-après désignée CAPG, représentée par Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Pays de Grasse** dont le siège social est situé 57 avenue Pierre Sémar, BP 91015, 06131 GRASSE cedex,

**La Commune d'Auribeau-sur-Siagne, représentée par Monsieur le Maire** dont le siège est domicilié Montée de la Mairie, 06810 AURIBEAU-SUR-SIAGNE,

**La Commune de Grasse, représentée par Monsieur le Maire** dont le siège est Place du Petit Puy – BP12069, 06131 GRASSE Cedex,

**Le Centre Communal d'Action Sociale de la Commune de Grasse, représentée par M. le Président et par délégation sa Vice-présidente**, dont le siège est 42 Bd Victor Hugo 06130 GRASSE,

**La Commune de La Roquette-sur-Siagne, représentée par Monsieur le Maire** dont le siège est domicilié 630, chemin de la Commune, 06550 LA ROQUETTE-SUR-SIAGNE,

**La Commune de Pégomas, représentée par Monsieur le Maire** dont le siège est domicilié 169 Avenue de Grasse - 06580 PEGOMAS,

**La Commune de Peymeinade, représentée par Monsieur le Maire** dont le siège est domicilié Boulevard du Général de Gaulle - BP 51, 06530 PEYMEINADE,

**La Commune de Saint-Vallier de Thiey, représentée par Monsieur le Maire** dont le siège est domicilié 2, place de l'Api - BP 36, 06460 SAINT-VALLIER DE THIEY,

**La Commune de Saint-Cézaire sur Siagne, représentée par Monsieur le Maire** dont le siège est domicilié 5, rue de la république, 06530 SAINT-CEZAIRE SUR SIAGNE,

**La Régie des Parkings Grassois, représentée par M. le Président**, dont le siège est Place du Petit Puy – BP12069, 06131 GRASSE Cedex,

**Le Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon, représentée par M. le Président**, dont le siège est Place du Petit Puy, 06130 GRASSE,

Chaque membre adhère au groupement de commandes en adoptant la présente convention par délibération de son assemblée délibérante ou par toute décision de l'instance autorisée. Une copie de la délibération ou de la décision est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes désigné ci-après.

### **ARTICLE 3 : DUREE**

Le groupement de commandes prend effet à compter de la signature de la convention initiale par les personnes dûment habilitées à cet effet pour une durée allant jusqu'à la fin de l'accord cadre.

### **ARTICLE 4 : DESIGNATION DU COORDONNATEUR**

D'un commun accord, la Commune de Grasse est désignée coordinatrice du groupement de commandes.

A ce titre, la Commune de Grasse sera chargée de gérer les procédures, de signer l'accord-cadre et de le notifier.

Le coordonnateur tient à la disposition des membres du groupement les informations relatives à l'activité du groupement.

Aucune participation financière des membres du groupement aux frais de gestion du coordonnateur n'est demandée.

### **ARTICLE 5 : GESTION DU OU DES MARCHES SUBSEQUENTS**

Le ou les marchés subséquents seront conclus à l'échelle du périmètre des membres du groupement afin d'obtenir de meilleurs prix et services. Il s'agit donc d'un ou de marchés subséquents communs aux acheteurs publics.

Dans ce cas, la Commune de Grasse sera chargée de gérer les procédures, de signer le ou les marchés subséquents communs et de le(s) notifier.

Un membre du groupement peut se réserver le droit de lancer son ou ses propres marchés subséquents. Ce droit vaut uniquement si le membre n'est pas déjà engagé avec le groupement dans le lancement du marché subséquent commun.

Dans ce cas, il procédera au lancement et à l'exécution de ses propres marchés subséquents.

Chaque membre s'engage à suivre l'exécution de ses propres besoins et à payer directement le titulaire des marchés subséquents dans les conditions prévues par le Code de la commande publique.

### **ARTICLE 6 : COMMISSION D'APPEL D'OFFRES**

La Commission d'Appel d'Offres désignée est celle du coordonnateur.

### **ARTICLE 7 : COMITE TECHNIQUE DE COORDINATION ET DE SUIVI**

Pour son bon fonctionnement, le groupement crée un comité technique ad hoc.

#### **Article 7.1 : Composition et modalités de fonctionnement**

Le comité technique de coordination et de suivi est composé des référents techniques en charge de l'énergie et des référents juridiques au sein de chacune des structures du groupement de leurs élus référents.

Les représentants de chaque membre du groupement peuvent désigner un suppléant pour l'exercice temporaire ou permanent de leurs fonctions.

Le comité technique se réunit autant que de besoin durant :

- la procédure d'élaboration et de passation de l'accord-cadre
- la procédure d'exécution de l'accord-cadre et des marchés subséquents.

## **Article 7.2 : Rôle du comité technique de coordination et de suivi**

Le comité technique a pour mission de permettre aux membres du groupement de participer et de suivre le déroulement de l'opération.

Le comité technique est chargé :

- de participer à l'élaboration des pièces de l'accord-cadre, en vue de permettre au coordonnateur de constituer le dossier de consultation des entreprises ;
- de participer à l'analyse des candidatures et des offres, en vue de permettre au coordonnateur de proposer le choix du ou des titulaires;
- d'intervenir tout au long de l'exécution de la prestation, et de vérifier la bonne exécution de prestation ouvrant droit au paiement.

D'autres éléments ou phases du projet peuvent être portés à la connaissance et examinés par le comité technique.

Le comité technique se réserve le droit de consulter tout autre acteur public local, non membre du groupement.

## **ARTICLE 8 : TYPE DE MARCHE ET PROCEDURE**

La procédure de dévolution de l'accord-cadre à mettre en œuvre le sera conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

## **ARTICLE 9 : MODALITES DE REPARTITION FINANCIERE**

La répartition du financement entre la Communauté d'Agglomération Pays de Grasse et les Communes de : Auribeau-sur-Siagne, Grasse et son C.C.A.S., La Roquette-sur-Siagne, Pégomas, Peymeinade, Saint-Vallier de Thiey, Saint-Cézaire sur Siagne, La Régie des Parkings Grassois, le Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon s'établit de la façon suivante :

- gestion de la consultation de l'accord cadre jusqu'à sa notification et procédure de passation du ou des marchés subséquents : la commune de Grasse
- gestion des marchés subséquents phase exécution, facturation directe du titulaire : chaque membre.

## **ARTICLE 10 : PAIEMENT DU MARCHE**

Chaque membre se charge du financement et du paiement direct au titulaire du marché dans les conditions prévues dans l'acte d'engagement après acceptation de l'offre.

Les modalités d'émission des pièces de dépense par le titulaire du marché, seront définies dans les pièces contractuelles du marché.

## **ARTICLE 11: MODIFICATIONS**

### **Article 11.1 : Modifications de la convention constitutive de groupement de commande**

Toute modification de la présente convention constitutive devra faire l'objet d'un avenant approuvé par l'ensemble de ses membres.

### **Article 11.2 : Modification de l'accord cadre**

Toute modification de l'accord cadre devra faire l'objet d'un avenant approuvé par l'ensemble de ses membres.

### **Article 11.3 : Modification des marchés subséquents**

Toute modification des marchés subséquents conclus par les membres du groupement devra faire l'objet d'un avenant et les membres en informeront le coordonnateur.

## **ARTICLE 12 : LITIGES**

### **Article 12.1 : Litiges résultant de l'accord cadre et des marchés subséquents**

En cas de litige résultant de l'application des clauses de l'accord cadre, le tribunal administratif compétent sera celui du domicile du coordonnateur du groupement, à savoir le Tribunal administratif de Nice.

En contentieux précontractuel ou contractuel lié à la procédure d'attribution de l'accord cadre, si le coordonnateur venait à être condamné au paiement de frais à verser à la partie requérante, lui seul sera responsable financièrement.

En contentieux de l'exécution des marchés subséquents, chaque membre gestionnaire sera responsable financièrement de ses propres marchés, des éventuels frais à verser à la partie requérante.

En cas de contentieux né du défaut de paiement direct par un des membres, le membre défaillant assume seul, en cas de condamnation, les frais supplémentaires.

### **Article 12.2 : Litige résultant de la présente convention**

Le présent contrat est régi par la loi française.

En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention constitutive chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. La partie souhaitant mettre en œuvre le processus de négociation devra en informer l'autre partie par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) en indiquant les éléments du différend.

A défaut d'accord trouvé dans un délai de deux mois à compter de la réception de la LRAR par la partie concernée, le litige sera porté devant les juridictions compétentes.

## **ARTICLE 13 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

Chaque membre peut sortir du groupement avant le lancement de la consultation, en ayant averti le coordonnateur de sa volonté et en motivant son choix.

Fait à Grasse, le \_\_\_\_\_ (en 11 originaux)

6

<p><b>Monsieur le Maire de la Ville de Saint-Vallier de Thiey</b></p> <p><i>(Signature + cachet)</i></p>	<p><b>Monsieur le Maire de la Ville de Saint-Cézaire sur Siagne</b></p> <p><i>(Signature + cachet)</i></p>
<p><b>Monsieur le Maire de la Ville d'Auribeau sur Siagne</b></p> <p><i>(Signature + cachet)</i></p>	

PROJET